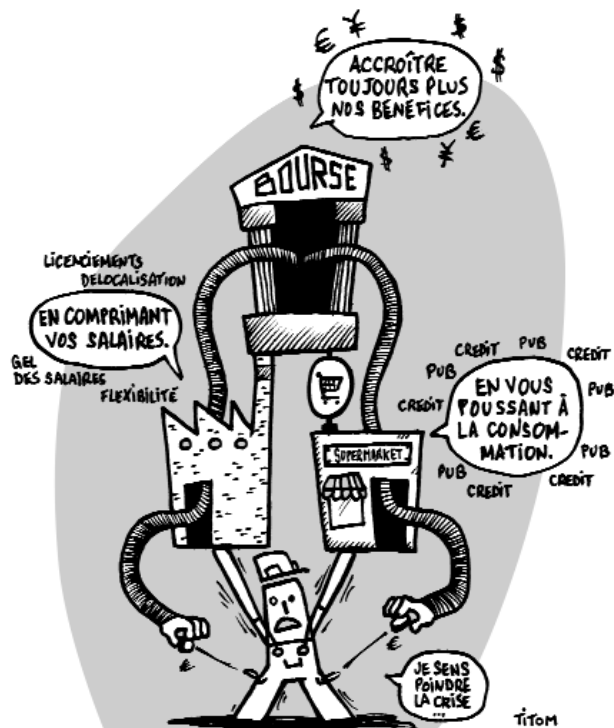


le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial: Il est temps de passer à autre chose...



LES TRAVAILLEURS VONT-ILS SUPPORTER ÇA LONGTEMPS?

Le «plomb durci» est dans le corps de milliers de Palestiniens, les ruines sont fumantes, les plaies grandes ouvertes, la faim et le dénuement total sont partout, tout comme la haine toujours plus grande face à cette injustice faite à un peuple, une injustice qui se répète sans fin sous le regard passif, et même l'insidieuse complicité de la «communauté internationale». On refuse de regarder la réalité en face. On dilue les responsabilités. On disserte sur les responsabilités du Hamas alors même que cette organisation fut quasiment créée par Israël afin d'affaiblir une résistance crédible en Palestine. On devise sur les résultats des élections en Israël qui ne feront que conforter les partisans de la force et de la colonisation. Et bientôt les médias passeront définitivement à autre chose. Rideau sur la réalité guerrière de ce monde. *The show must go on!*

Les banques viennent à peine d'être grassement refinancées par les États que le système craque à nouveau de toutes parts. La crise des *subprimes*, d'abord financière, est devenue économique. Chaque jour, de nouvelles fermetures et restructurations sont annoncées. Pour certains patrons, la crise a d'ailleurs bon dos et l'on en profite pour encore «rationaliser». En Belgique, l'État a déboursé vingt milliards d'euros pour les banques et un milliard pour la relance économique, toujours en prenant grand soin de ne pas remettre en cause la gestion privée. On nous dit tout des actionnaires de *Fortis*, mais quasi rien de la nature de la crise. Où peut-on lire que des salaires écrasés (-10 % dans le PIB en 30 ans), combinés à une économie gloutonne fondée sur l'endettement des ménages, conduisent naturellement à l'explosion

1€

Février-Mars 2009 - N° 26

L'invité du mois

Guy SPITAEELS :
«Arrivé à l'estuaire où on est tenté de regarder les choses avec distance...»

Social

En finir avec la retraite par capitalisation ?

International

Ne laissons pas mourir Gaza !

Cuba :

¡ 50 años de Revolución cubana !

Après l'année des ouragans dévastateurs

d'une bulle spéculative ainsi grossièrement fabriquée? Plutôt que de regarder dans le blanc des yeux cette crise majeure du capitalisme, nos gouvernants laissent le système «gérer» la crise, se bornant à injecter des sommes colossales d'argent public dans la machine.

Alors que les dirigeants actuels proposent un changement de façade pour que rien ne change, nous proposons de ne pas simplement tourner la page, mais de la déchirer et de repartir sur d'autres bases avant qu'il ne soit trop tard. Avec nos partenaires du Parti de la Gauche Européenne mais aussi, en Belgique, avec toutes celles et ceux qui le souhaitent, le Parti Communiste Wallonie Bruxelles a décidé de mener le combat aussi sur le terrain électoral le 7 juin prochain à l'occasion des scrutins européens et régionaux. Sans sectarisme, mais avec radicalité, nous proposerons des solutions concrètes pour une autre Belgique et une autre Europe, anticapitalistes, pacifistes, réellement écologiques, mues par la solidarité et non la compétition, la coopération et non la compétition. Ensemble, le changement est possible! ●

Guy Spitaels :

«Arrivé à l'estuaire où on est tenté de regarder les choses avec distance...»

Président honoraire de l'Internationale socialiste, professeur à l'ULB et au Collège européen de Bruges, Guy Spitaels fut une figure active de la vie politique belge qu'il décida d'abandonner de manière impromptue dans le contexte de controverses qu'il estimait, à titre personnel, insupportables. Cette retraite ne fut pourtant pas totale, bien au contraire, et c'est ainsi que Guy Spitaels s'est lancé depuis dans la rédaction d'une série d'ouvrages touchant, tous, aux questions internationales et caractérisés, également tous, par une certaine impertinence si l'on se réfère aux paramètres classiques de cette social-démocratie bien-pensante dont notre invité a été une des figures les plus notoires.

Le Drapeau Rouge : Nos «démocraties» ont assisté quasi-impassibles au spectacle de la brutale agression israélienne. Comment expliquer ces lourds silences ? Comment les héritiers du gaullisme et d'autres forces «indépendantistes» européennes ont-ils pu devenir si accommodants envers les desiderata de Tel-Aviv et de Washington ? Et le déficit de solidarité venant de nos populations ? Est-ce un symptôme du «déclin de la raison» que, selon vous, suscite la manipulation généralisée des médias ?

Guy Spitaels : Oui, ce qui restait, comme vous dites, d'«indépendantisme» dans nos forces politiques aux commandes des pays européens est devenu très occasionnel. Ne nous faisons pas d'illusion, l'heure est globalement à l'accommodement vis-à-vis des politiques américaines avec, bien entendu, des exceptions. L'épisode de la «désobéissance» de la France, de



l'Allemagne et de la Belgique lors de la guerre d'Irak est un dernier avatar de ces sursauts d'orgueil. Par ailleurs, pour la perception de nos populations et la soi-disant manipulation des médias dans le conflit en cours, les choses me paraissent plus complexes. Les images des massacres de civils palestiniens jouent en faveur de la solidarité envers ce peuple. Des journalistes étrangers, je pense à Charles Enderlin sur *France 2* ou aux émissions d'Arte et, on pourrait de la même façon, citer des journalistes belges, restent capables de respecter l'objectivité consubstantielle à leur métier.

DR : Plus consternant encore est le comportement des gouvernements arabes dont certains, comme l'Égypte, ne sont pas loin de faire preuve de complaisance vis-à-vis de l'agression israélienne. Où sont les Nasser, Ben Bella, Kassem, Ben Barka d'antan ? Peut-on établir un rapport de «vases communicants» entre la montée de l'islamisme et le recul de la gauche marxisante arabe ?

GS : À mes yeux, le rôle de l'Égypte n'est pas si linéaire. D'un côté, il est peu douteux que Moubarak reste l'homme de l'Amérique dans le monde arabe et qu'il craint par-dessus tout la résurgence politique des frères musulmans dont procède le Hamas palestinien. Ces distances à l'endroit de

ce mouvement sont donc très fortes. Cela dit, des mystères subsistent. Comment en effet expliquer la logistique ininterrompue et efficace dont disposent les Gazaouis et qui ne peut venir que par terre, pour ne pas dire sous terre, au départ du territoire égyptien ? Quant à la dernière partie de votre question, le monde arabe connaît une véritable poussée islamiste dont bien sûr la pensée marxiste – et plus largement la pensée tout court de l'Occident – font les frais. Mais où voulez-vous que ces populations si gravement déçues par l'Occident se tournent pour concevoir un projet, pour se former une grammaire qui leur soit propre ? Tel que je le disais dans mon livre *La triple insurrection islamiste*, la pensée laïque est largement moribonde dans la majeure partie du monde musulman.

DR : Dans votre dernier livre, *La méprise*¹, vous faites allusion au rôle du lobby pro-israélien dans la formulation de la politique étrangère des États-Unis. À ce propos, vous soulignez l'importance du discours d'Obama devant la conférence de l'AIPAC², un lobby que le journal *New York Times* considère comme la plus influente organisation concernant les rapports entre les États-Unis et Israël. Est-ceci une raison supplémentaire de nourrir votre scepticisme quant à la prétendue rupture qu'Obama incarnerait par rapport à l'administration Bush ?

GS : C'est encore plus sérieux que cela. Dans mon dernier livre, je commentais les thèses de Mearsheimer, ce grand représentant de la «pensée réaliste», et aussi les arguments additionnels de Brzezinski. Ce n'est pas qu'Obama qui est proche de l'AIPAC, c'est pratiquement toute la classe politique américaine qui doit faire acte d'allégeance comme une sorte de passage obligé si elle ambitionne d'atteindre les hautes responsabilités. À cela s'ajoute le fait qu'Obama est redevable aux grands groupes d'intérêt qui ont financé l'essentiel de sa

campagne. En réalité, on est très loin de la légende des petites «contributions militantes» qui ne représentent que 25 % de son budget de 730 millions de dollars. À quoi il convient d'ajouter la puissance des intérêts de l'administration, au sein de laquelle le poids du Pentagone est prépondérant.

DR: L'OTAN, en pleine expansion, fêtera cette année le 60^{ème} anniversaire de sa fondation. Vous mentionnez les accointances entre ce processus d'expansion et les activités du CEN³, ce grand lobby industriel dont font partie des éminences du néo-conservatisme américain tels Richard Perle ou Paul Wolfowitz, ceux-là mêmes qui sont derrière les projets de bouclier antimissile en Europe. Face à cela, encore une fois, l'Europe politique a l'air de s'incliner. Que vous inspirent ces développements ?

GS: La militarisation de la politique extérieure américaine s'illustre par un réseau hallucinant de bases militaires tous azimuts. Avec les pays baltes dans l'OTAN et les projets d'installation d'un radar en Tchéquie et de missiles en Pologne, pour ne rien dire de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, on serait dans une sorte d'encerclement du territoire russe, provocation guère équivalente, mais qui rappelle toutefois l'installation de missiles à Cuba au début des années 60. Nous sommes très loin de la sage alternative proposée par le lieutenant-général honoraire Briquemont dans le contexte de la disparition du pacte de Varsovie : la dissolution de l'OTAN ou l'incorporation en son sein de la Russie. Notons toutefois que les Tchèques n'ont toujours pas approuvé le projet de radar auquel leur opinion publique est hostile tandis que, dans le *Herald Tribune* de ce 10 janvier, Helmut Schmidt, Genscher et von Weisächer expriment leur crainte que l'on retourne ainsi à l'ère de la confrontation.

DR: La récente guerre dans le Caucase fut l'occasion d'un retour de la Russie, affaiblie depuis Gorbatchev et ouvertement humiliée sous Eltsine. S'agit il, à votre avis, d'une réponse ponctuelle à une provocation spécifique ou est-ce le signe annonciateur d'un nouvel équilibre dans les rapports internationaux ?

GS: Effectivement, il est piquant de

voir comment Poutine, création de Eltsine, ne cesse de renier son lourd héritage en politique internationale. En plus, il se révèle fin tacticien, bien différent de son prédécesseur. Forte de la richesse de ses ressources énergétiques, nous voyons Moscou, dans le volet gazier, contrarier les plans de la puissance dominante avec un subtil mélange de fermeté et de dialogue. Ceci dit, je m'interroge sur la relative modération des diplomaties de Washington et de Moscou, lors des crises récentes – et en cours : ne reflètent-elles pas des amorces de *deals* ? La concrétisation de l'opération russe en Ossétie et en Abkhazie trouverait-elle une contrepartie dans la bienveillance d'accès aux terres afghanes par le territoire des républiques d'Asie centrale maintenant que les routes pakistanaises sont compromises ?

DR: En tant qu'observateur de la scène internationale et de ses tumultes, où en êtes-vous dans vos réflexions sur le « choc des cultures » ou « la fin de l'histoire » ? Et sur les prééminences dans la sémantique politique entre les concepts d'état-nation, nationalisme et civilisation ?

GS: Je trouvais idiotes les thèses de Fukujama sur la fin de l'Histoire. Il est vrai que l'auteur a rectifié le tir dans ses écrits ultérieurs. Cela dit, je pense que la prééminence des États et non des civilisations est d'une très grande actualité et d'un redoutable avenir. Nous vivons à l'heure des égoïsmes exacerbés. De ce point de vue, l'islam politique risque d'être un instrument à usage variable ; donc le fait islamique risque de fonctionner au service des raisons d'État et non l'inverse.

DR: Finalement, une question un tantinet personnelle. Vous vous êtes fixé comme norme de ne pas parler des questions de politique intérieure belge. Vous conviendrez quand même que votre parcours reste assez étonnant, en particulier pour un lectorat comme celui du *Drapeau Rouge*. En évoquant dans votre dernier livre les évolutions politiques d'Al Gore, qui brûlerait ce qu'il a adoré, vous tendez à l'expliquer par le fait que parfois le temps et l'âge aident à avoir des « perceptions plus lucides ». Est-ce cela également qui

expliquerait votre positionnement d'aujourd'hui ? Comment en êtes-vous arrivé à assumer des approches si différentes de celles de la famille politique à laquelle vous appartenez depuis si longtemps ?

GS: Je ne suis pas sans savoir que, effectivement, j'ai une image auprès des gens et en particulier, je présume, des jeunes comme quelqu'un venant et – ou – faisant partie d'un certain establishment. Pourtant, mes germes de révolte viennent de loin. Déjà dans les années 60, j'étais conseiller du Parti solidaire africain de Gizenga et de Kamitatu lors de la table ronde pour l'indépendance du Congo. Ma femme, Anne Evrard, fût l'avocate d'un certain Patrice Lumumba. Plus tard, dans les années 80, j'ai cherché à soutenir le Nicaragua sandiniste dans des circonstances difficiles. À la même époque, je fus le premier des ministres socialistes francophones à tisser des liens avec la République populaire de Chine. Finalement, mes amis soviétiques d'alors, de la mouvance de Gorbatchev, comme Zagladine et Falin, doivent se souvenir de mes mises en garde, parfois même fébriles, contre un cumul peu contrôlé de la *perestroïka* et de la *glasnost* que j'estimais suicidaire pour le devenir de leur projet de socialisme démocratique. En second lieu, c'est vrai que, l'âge aidant, cet ancien et modeste fleuve que je suis, arrive à l'embouchure, à cet estuaire où on est tenté de regarder les choses avec une certaine distance, à mesurer la profondeur et les racines des événements avec, comme corollaires, des devoirs d'affirmation ou de dénonciation. Dès lors, je ne désire m'imposer aucune limite à cette liberté d'expression. Voilà pourquoi je me sens aussi à l'aise dans l'hebdomadaire économique *Trends-Tendance* où je dispose d'une tribune que dans cette prise de parole pour le *Drapeau Rouge*, dont je salue la reparution comme une bonne nouvelle.

Propos recueillis par
PABLO RODRIGUEZ

¹ Obama Président, la méprise, Éd. Luc Pire, Bruxelles, novembre 2008.

² The American Israel Public Affairs Committee.

³ Committee to Expand NATO.

B R E V E S

Marché libre et non faussé : mode d'emploi

Selon une étude publiée par la revue britannique *The Lancet*, citée par le *Courrier International*, les privatisations massives qui ont caractérisé la transition des pays de l'ancien bloc soviétique du socialisme à l'économie de marché seraient la cause du décès prématuré d'environ un million d'hommes adultes. Se basant sur des modèles mathématiques et au terme de quatre années de travaux, les auteurs de la recherche ont par ailleurs remarqué que le taux de mortalité croît avec la vitesse à laquelle les privatisations ont été menées : là où une «thérapie de choc» a été appliquée, comme en Russie entre 1991 et 1994, l'espérance de vie s'est raccourcie de cinq ans. L'étude fait remarquer que cette évolution s'explique notamment à cause «du fait qu'à l'époque soviétique les entreprises d'État assuraient le suivi médical des salariés. Avec leur fermeture ou leur privatisation, c'est une partie du système de santé qui a disparu».

La France de Sarkozy de retour dans l'OTAN

Après avoir signé avec sa collègue Angela Merkel une tribune déclarant que pour «répondre aux crises et aux conflits les alliances fondées sur des valeurs communes, comme l'Union européenne et l'OTAN, prennent une importance accrue» et qu'il s'agit d'en faire «les deux faces d'une même politique de sécurité», Nicolas Sarkozy a annoncé, le 6 février, le retour complet de son pays dans les structures de commandement de l'OTAN. Finie donc la politique d'indépendance du général De Gaulle qui avait retiré la France du commandement militaire de l'OTAN en 1966. Finies aussi les illusions d'une Europe de la défense. Tout indique que celle-ci ne sera qu'un agent opérateur de l'Alliance atlantique. Pour ce faire, Sarkozy, qui ose toujours se dire gaulliste, aurait reçu l'assurance que sa trahison serait récompensée, non de 30 deniers, mais de deux «sous-commandements» dans la structure otanienne.

Et si la crise actuelle était l'occasion d'en finir avec la retraite par capitalisation ?

S'agissant de la dimension financière de la crise actuelle, les médias ont principalement mis en lumière ces dernières semaines la débâcle des petits actionnaires. Outre qu'il conviendrait de questionner ce concept de «petit» actionnaire – certains «petits» actionnaires brassant plusieurs millions d'euros –, il faut noter que ces derniers ne représentent pourtant qu'une infime partie de celles et ceux qui sont touchés, à savoir toutes les personnes qui ont été embrigadées, de gré ou de force, dans le système des pensions par capitalisation.

Alors que les marchés s'effondrent, laissant sur le carreau de nombreuses personnes qui comptaient sur la retraite par capitalisation pour assurer leurs vieux jours, le moment est propice pour regarder en face cette solution libérale qui bat en brèche la notion même de solidarité.

Depuis le lendemain de la Seconde guerre mondiale, on constate – et c'est une excellente chose – un allongement de la durée de vie partout en Europe. Pendant de nombreuses années, on a augmenté en conséquence la part du PIB allouée aux retraites par répartition (en l'occurrence ce que l'on appelle le premier pilier) sans que cela ne pose de problème. En France, par exemple, les retraites sont passées de 5,4 % à 12,6 % du PIB en 40 ans sans que cela ne suscite un émoi particulier. Il faut dire que ces 7 points supplémentaires ont en outre permis de faire reculer massivement la



pauvreté chez les retraités et d'abaisser l'âge de la retraite de 5 années, alors que l'espérance de vie à 60 ans augmentait de 5,3 ans. Par ailleurs, tout cela n'a pas empêché la part des profits dans la valeur ajoutée de devenir supérieure à partir des années nonante à ce qu'elle était pendant les «trente glorieuses».

Et aujourd'hui ? Les démographes nous annoncent un gain de 5,5 années d'espérance de vie d'ici 60 ans, chiffre qui au regard de certaines études récentes pourrait encore décroître en raison de l'impact croissant des grandes pollutions (sols, air, eau,...) sur notre santé¹. Bref, rien de spectaculaire, contrairement à l'idée véhiculée avec force. En Belgique, le coût budgétaire du vieillissement est estimé à 6,3 % d'ici 2050, soit bien moins que l'augmentation conjecturée de la productivité sur la même période.

Le grand changement n'est donc pas démographique, il est idéologique. Depuis une vingtaine d'années, la vague ultralibérale qui touche nos sociétés et qui a contaminé jusqu'aux élus sociaux-démocrates s'attaque pied à pied aux postes importants du budget des États. Les pensions par répartition sont en première ligne.

Dans le cadre d'un corsetage budgétaire touchant diverses fonctions sociales de l'État, on a dès lors progressivement cessé de dégager les moyens suffisants pour assurer des pensions décentes. En

Belgique, on a bien mis en place en 2001 un fonds de vieillissement. Cependant, alimenté avec les excédents budgétaires et non de manière structurelle, ce fonds a tout de l'emplâtre sur une jambe de bois.

Ce que l'on doit constater, de la part des politiques de droite comme (hélas !) de gauche, c'est bien l'absence de volonté politique suffisante afin d'aller chercher ailleurs, et notamment dans les revenus du capital qui ont explosé ces dernières années, les moyens nécessaires à un refinancement substantiel des retraites par répartition.

En conséquence, la population a été invitée à fabriquer sa pension elle-même et à mettre son argent en bourse par le biais des deuxième et troisième piliers.

Une bombe à retardement

Le problème est que cette retraite par capitalisation (ou «fonds de pension», selon le terme anglo-saxon qui, symptomatiquement, a fini par s'imposer) repose sur un mythe qui est que la Bourse pourrait augmenter plus vite que l'économie réelle et ce de manière durable.

Cependant, il n'y a pas de solution miracle en-dehors de l'économie réelle permettant d'éviter le prélèvement dans les richesses produites pour financer les pensions. L'unique solution est bien d'affecter une part croissante de la production annuelle aux retraités, à mesure que la population vieillit. C'est possible. C'est un choix de société.

Un système coûteux et inégalitaire

Outre que leur concept repose sur un mythe, les systèmes de retraite par capitalisation sont en fait très coûteux. Il faut en effet (grassement) rémunérer les courtiers et autres intermédiaires qui s'occupent sur les marchés financiers d'acheter et de vendre les titres. Ces coûts ont été estimés à 20 % du montant de la retraite alors que dans un système par répartition, géré via l'administration publique, les coûts de gestion sont minimes, de l'ordre de 2 %². Voilà donc un système public et centralisé qui est 10 fois plus efficace qu'un système privé et concurrentiel.

Par ailleurs, on constate que nombre d'États, dont la Belgique, favorisent les

retraites par capitalisation via des avantages fiscaux qui vident les caisses de l'État. Enfin, il faut noter que la capitalisation rend plus à ceux qui lui donnent plus et accroît dès lors les inégalités.

Faire de chaque travailleur son propre ennemi

La plus odieuse des conséquences du système par capitalisation est qu'elle nous transforme *de facto* en adversaires des travailleurs et du progrès social. Lorsque, faute d'alternative, nous plaçons notre argent en Bourse pour améliorer notre retraite, nous nous retrouvons de fait du côté des fonds de pension qui mettent une pression terrible sur les entreprises pour qu'elles leur versent toujours plus de dividendes, notamment en licenciant et en n'augmentant pas les salaires.

Dit crûment, lorsque nous plaçons notre argent dans ces fonds, nous devenons *de facto* des petits capitalistes. Notre intérêt n'est plus l'emploi et l'augmentation des salaires, mais au contraire la maximisation des profits et des dividendes. Lutter contre les retraites par capitalisation, c'est donc se battre également pour la solidarité entre les travailleurs, qui est une condition de base de tout progrès social.



La répartition : une solution unique, mais perfectible

Cette analyse sévère de la retraite par capitalisation et de ses conséquences étant faite, reste à acter que la retraite par répartition est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour plus d'équité sociale. En effet, les inégalités chez les retraités sont aujourd'hui du même ordre que chez les actifs.

B R E V E

Made in USA

Le premier groupe pétrolier mondial, l'états-unien *Exxon-Mobil*, a dégagé, en 2008, un bénéfice net de 45,2 milliards de dollars (+ 11 %). Ce sont les profits les plus importants de l'histoire.

De son côté, le maire de New York, Michael Bloomberg, entend supprimer 20.000 emplois municipaux ; les postes les plus touchés : l'aide aux enfants nécessiteux, l'éducation et le soutien aux sans-domicile.

Source : *Le Monde de l'économie*, 2/02/09.

Une véritable justice sociale passe dès lors par un rééquilibrage des salaires, ce qui pourrait se faire notamment via l'instauration d'un RMA (revenu maximum autorisé³) afin de stopper l'explosion des écarts, couplée à l'imposition d'un ratio minimum entre dernier salaire et pension. Concrètement, dans un premier temps, on pourrait fixer un objectif de 75 % minimum du dernier salaire comme montant de la retraite par répartition, cette somme devant par ailleurs être obligatoirement au-dessus du niveau du seuil de pauvreté.

La crise actuelle est un moment propice pour repenser en profondeur la logique initiée en matière de retraites. À l'heure où beaucoup parlent de contrer la prédominance de la finance sur l'économie réelle, en revenir à un système de retraite exclusivement basé sur la répartition serait un acte concret permettant de faire reculer sérieusement la logique ultralibérale.

PIERRE EYBEN

¹ Source : *Le rapport de l'International Institute for Applied Systems Analysis, datant de 2005 et disponible sur : [http://www.iiasa.ac.at/rains/CAFE_files/Cafe-Lot1_FINAL\(Oct\).pdf](http://www.iiasa.ac.at/rains/CAFE_files/Cafe-Lot1_FINAL(Oct).pdf)*

² Source : Vous vous souvenez de la retraite par capitalisation ? Gilles Raveaud, disponible sur : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/raveaud/>

³ Lire à ce propos Parachutes dorés : nouveau procédé dilatoire du capitalisme marketing, Pierre Eyben, disponible sur : <http://pierre.eyben.be/article318.html>

Robert Tangre: «Offrir une journée de détente aux enfants de milieux défavorisés»

Afin de vous aider à mieux connaître leur travail de terrain, le **DR** a décidé d'aller à la rencontre des élus communistes. Rendez-vous avec Robert Tangre, conseiller communal communiste élu sur la liste UCPW à Courcelles, mais également président du **Secours Populaire Wallonie Bruxelles**.

«*Tout ce qui est humain est nôtre*», voilà le joli slogan du **Secours Populaire** qui, depuis 2002, organise chaque année en Belgique une journée pour les oubliés des vacances. On aurait tendance à l'oublier mais, dans notre riche pays, de nombreuses familles vivent sous le seuil de pauvreté, avec des conséquences directes sur les vacances de leurs enfants.

Le Drapeau Rouge : Pourquoi cette initiative ?

Robert Tangre : La crise aidant, de moins en moins de familles ont encore la possibilité de partir en vacances. On considère qu'un enfant sur trois ne part pas en vacances. Le jour de la rentrée des classes, dans la cour de récréation, les enfants partagent leurs souvenirs de vacances. Les plus chanceux disent : «*Je suis allé en Italie, en Espagne, à la mer...*», et le petit qui n'a rien à raconter se sent isolé, à part, exclu. C'est la raison pour laquelle nous estimons essentiel d'offrir une journée de détente aux enfants issus de milieux défavorisés



peut leur permettre de partager ce qu'ils ont vécu : «*Je suis allé à Bruxelles, et j'ai vu l'Atomium ou je suis allée à la mer, et j'ai fait des châteaux de sable ou encore, je suis allé à Viroinval, et nous avons pris le petit train...*».

DR : Où trouve-t-on l'origine de cette initiative d'une Journée des oubliés des vacances (JOV) ?

RT : L'initiative a été prise après la Seconde guerre mondiale par le **Secours Populaire Français** (SPF). Elle s'est développée au fil du temps à travers toute la France. La Fédération du Nord offre chaque année à plus de 5.000 personnes une journée de détente à la mer. Et d'autres grands événements ont été organisés par nos amis français. C'est ainsi qu'en 2000 et 2005, 60.000 enfants et 10.000 accompagnateurs se sont réunis dans tous les coins de Paris pour se rassembler l'après-midi au Stade de France pour assister à un spectacle

grandiose. À cette occasion, le SPF avait invité 5.000 enfants étrangers, dont 300 Belges.

DR : Et ce fut le début du développement de cette initiative en Belgique ?

RT : Oui. Après cette première expérience en 2000 à Paris, c'est en 2002 que le **Secours Populaire Wallonie-Bruxelles** a organisé sa première JOV.

Depuis lors, les enfants sont déjà allés au Parc Paradisio, aux Grottes de Hans-sur-Lesse, à Viroinval, au Canal du Centre, à Bruxelles et enfin en 2008 à Ostende. Parmi les 500 enfants réunis, un grand nombre voyait la mer pour la première fois...

L'encadrement se compose d'une centaine d'adultes, y compris l'équipe d'intendance. Partant de Charleroi, cette initiative s'est développée dans toute l'agglomération de cette région, et s'étend progressivement à la région du Centre, au Hainaut occidental, au Namurois et à la région bruxelloise. Nous espérons que les petits Liégeois se joindront à nous pour la JOV 2009.



Suite page 17 ►



La JOV permet à des enfants issus de milieux défavorisés, de familles démunies, victimes de l'exclusion, de la pauvreté, d'accéder aux vacances et à la culture.

Le SPWB organise chaque année, au mois d'août, la Journée des oubliés des vacances. Elle est conçue comme un moment inoubliable, offert à tous les enfants dont les familles sont en difficulté.

En Belgique, depuis 7 ans, le SPWB organise cette journée avec des associations d'aide aux personnes vivant en précarité, des CPAS, plaines de jeux, services de jeunesse ou centres de réfugiés.

Soulignons aussi que le SPWB est une association pluraliste ouverte à tous ceux qui veulent rendre aux exclus de notre société toute leur dignité.

Pour contacter l'asbl SPWB :

Courrier : 11, rue Jules Destrée,
6020 Dampremy

Tél. : 071 30 39 12 – Fax : 071 30 58 30

Courriel : secours.populaire@skynet.be

Internet : www.spwb.be

Soutiens financiers : 001-3511080-47

(pour rappel, tout don égal ou supérieur à 30 €
donne droit à une attestation fiscale)

Prague 68 : Un colloque et quelques silences

Décidément, l'année 1968 semble avoir durablement marqué les esprits. Il y eut Mai 68, notamment le parisien, maintenant exalté par les mêmes médias qui naguère le dénigraient. Bien moins célébré, il y a le «Printemps de Prague», celui qui marqua l'arrivée d'un socialisme «à visage humain» après de longs «hivers» de socialisme gris et autoritaire, façonné à la sauce soviétique. Ce printemps-là fut le sujet central d'un colloque international organisé à l'Université de Bruxelles par le Centre de sociologie des gauches et le Centre d'archives communistes (CARCOB) les 21 et 22 novembre derniers.

Regrettons d'emblée que personne, y compris à gauche, n'ait pris la peine de se souvenir du 68 mexicain, dont la répression fit entre 300 et 500 morts sur les campus universitaires de Mexico. Ce constat ne diminue toutefois en rien l'intérêt de se pencher sur ces événements européens, dont on ne mesure pas encore assez le rôle qu'ils ont joué dans le formatage de la pensée de la gauche contemporaine.

Avec des intervenants de la qualité de José Gotovitch, Louis Van Geyt, Jean-Marie Chauvier, Paul van Praag, Jacques Moins et Catherine Samary, le colloque fut un succès par le haut niveau des exposés, suivis par une assistance nombreuse, dont pas mal d'étudiants. Bien entendu, la critique du modèle soviétique et de sa reproduction imposée aux pays «frères», la thèse brejnévienne de souveraineté limitée comme norme des rapports dans la communauté socialiste et, surtout, la justification de l'injustifiable – l'occupation armée assimilée à l'application de la «dictature internationaliste du prolétariat» – furent l'objet de moult



dénonciations de la part de tous les intervenants. Il en alla de même avec une certaine complaisance, sinon un suivisme certain, observée de la part des partis communistes ouest-européens envers Moscou.

Il y eut, par contre, quelques pesants silences. À en juger par les exposés des intervenants, ces histoires n'étaient que bipolaires : le pouvoir totalitaire d'un côté et l'héroïque dissidence de l'autre. Dans cet unanimité ambiante, les précisions de Van Geyt sur la nature réellement révolutionnaire de l'insurrection des travailleurs tchécoslovaques de 1948, qualifiée de «coup de Prague» par la propagande occidentale¹, et la définition du caractère réactionnaire, voire fascisant, de la révolte hongroise de 1956 furent des moments plutôt singuliers. À part cela, aucune mention, non plus, du rôle pourtant bien réel des services occidentaux, visant à organiser, de l'intérieur et par tous les moyens possibles, la débâcle de ces régimes. Comme si de grands concepteurs de plans de déstabilisation de ces pays osant une alternative au capitalisme, comme George Kennan ou Averell Harriman, n'avaient jamais existé ; comme si l'Allemagne, voisine revancharde, n'avait été que spectatrice passive des événements.

Le deuxième silence touche le mouvement dissident lui-même, présenté quasiment toujours de manière

angélique. Ainsi, pour ces exégètes, les dissidents ne cherchaient qu'à démocratiser le socialisme, le sortir de l'impasse du modèle soviétique. Il ne fait aucun doute que ceci était le souhait de la population sensible à ce message. Mais ce constat ne doit pas nous conduire à négliger l'écart, bien réel, entre un message et une intentionnalité. Rappelons-nous, lors de la perestroïka, les discours tellement «dissidents» d'un certain Boris Eltsine, critiquant la «bureaucratie» qui avait trahi la révolution et réclamant le retour d'un «vrai communisme» : un stratagème pour s'assurer l'accession au pouvoir...

Ainsi, un simple regard, vers Prague, Varsovie ou ailleurs, sur l'itinéraire et la destinée de l'immense majorité des dissidents patentés – il ne s'agit pas ici du «peuple dissident» – démontre avant tout leur attachement au système capitaliste.

Prétendre, comme le font certains, que le système a échoué à cause des agissements de la CIA ou de méchants traîtres infiltrés est aussi réducteur que d'ignorer que la lutte des classes a su profiter des dérives, voire des perversions, du «socialisme réel» pour assurer son renversement. Et, dans cette perspective, la dissidence a joué un rôle précieux.

Ces interprétations reflètent finalement une grande carence. Celle d'une gauche marxiste qui n'a toujours pas mené de vraie et sereine réflexion sur les causes et conséquences de la disparition du camp socialiste. Cette carence est soulignée par Jacques Sapir, un éminent spécialiste de ces régimes, non marxiste de surcroît, qui regrettait que «Ce débat, essentiel non seulement pour tous ceux qui s'intéressent à l'URSS, mais fondamentalement pour quiconque veut comprendre le capitalisme du XX^{ème} siècle, n'eut jamais lieu. La disparition de l'objet fut aussi celle de la problématique».

PABLO RODRIGUEZ

¹ Van Geyt va jusqu'à établir un parallèle de légitimité insurrectionnelle avec la révolte populaire en Belgique lors de la question royale.

Louis Michel, le Hamas, le sens des mots

Après s'être promené dans les décombres de Gaza, le Commissaire européen au développement, Louis Michel, a déclaré ce 26 janvier que tout dialogue entre l'Union européenne et le Hamas était exclu: «*Le Hamas est un mouvement terroriste. Il a raté une opportunité d'être un interlocuteur de la communauté internationale. Quand on tue des civils innocents, ce n'est pas de la résistance, c'est du terrorisme*».

Le comptage des victimes de la récente «guerre de Gaza» indique que le nombre de «civils innocents» israéliens tués par ces «terroristes» oscille autour d'une douzaine, tandis que celle des «civils innocents» palestiniens avoisine le millier. Serait-ce un motif pour que l'UE estime que Tel Aviv a, à son tour, «raté une opportunité» et la prive aussi de tout dialogue? Hélas, tout semble indiquer exactement le contraire.

Ceci nous amène à constater qu'un des dégâts de cette guerre est celui de la généralisation d'une certaine indécence dans la gestion des signifiants. Un

peuple est privé de ses terres, privé de tout moyen de vie digne, privé par la «communauté internationale» de la reconnaissance des résultats électoraux que la dite «communauté» avait poussé à organiser. Ce peuple, privé ainsi d'autre alternative que d'embrasser le fanatisme religieux, ce peuple serait coupable d'avoir fait le mauvais choix, aux yeux de monsieur le Commissaire.

D'autres procureurs, dans les médias cette fois-ci, organisent une campagne bien orchestrée d'intimidation généralisée. L'*International Herald Tribune* vient de publier une page entière financée par des milieux juifs européens, pour dénoncer un soi-disant antisémitisme rampant en Europe. Ailleurs, des chroniqueurs à l'indignation sélective soulignent la présence, bien réelle, de slogans équivoques et de cris outranciers dans les manifs de solidarité avec la Palestine martyre. Ils oublient tous que la vraie inspiration de ces pancartes et de ces excès est à chercher dans la longue politique d'agression des sionistes épaulés par les États-Unis.



Karl, de son côté, élu député au Reichstag en 1912, fut emprisonné pour son refus de faire son service militaire et pour ses condamnations politiques des efforts de guerre. Il ne cessera jamais d'associer la lutte contre le militarisme à l'objectif de la révolution socialiste.

Dans un climat international marqué par la victoire de la Révolution d'Octobre en Russie, alors que la crise de l'État allemand consécutive à la défaite militaire entraîne la démission de Guillaume II et de grandes grèves et manifestations, la Ligue Spartakiste décide de se joindre au mouvement insurrectionnel. La répression, d'une extrême violence, est immédiate et dirigée, en tant que bon et loyal serviteur, par le dirigeant du SPD faisant fonction de ministre de la Défense, Gustaf Noske, qui ordonne personnellement l'assassinat des deux combattants.

Rosa Luxemburg fut, ces courtes lignes le montrent, une grande révolutionnaire. Mais son activisme et ses engagements ne l'empêchèrent jamais de garder un esprit libre capable, à la fois, d'adhérer sans réserves à la révolution soviétique et de critiquer Lénine, de soutenir les soviets et de les alerter sur les risques de dérives dans l'exercice de leur jeune pouvoir. C'est sans doute cet ensemble qui constitue le meilleur de son message.

PABLO RODRIGUEZ

¹ À noter pour la petite – ou grande? – histoire que ce journal victime de la violente répression de la droite allemande et ses alliés sociaux-démocrates dut s'exiler et fut publié à Bruxelles pendant quelques années.

Il y a 90 ans, Rosa et Karl

Ce fut le 15 janvier 1919 que Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht furent assassinés en prison, après avoir été torturés. Leurs dépouilles furent ensuite jetées dans un canal. Ils furent ainsi punis pour avoir osé, dans cette Allemagne en temps de guerre, rêver au socialisme.

Née le 5 mars 1871, Rosa n'avait que 18 ans lorsqu'elle dut quitter l'Allemagne pour la Suisse afin d'échapper au harcèlement de la police qui ne supportait pas ses activités militantes. Étudiante brillante, elle finira sa thèse en économie tout en développant sans cesse son engagement politique, en particulier dans l'agitation et la presse révolutionnaire. À 22 ans elle lance, à Paris et en langue française, le journal *La cause ouvrière*. Quelques années plus tard elle rentre en Allemagne et milite au sein du Parti social-démocrate

(SPD) et de la II^{ème} Internationale où, très rapidement, elle rejoint l'aile gauche de ces mouvements gagnés par les thèses réformistes de Bernstein, Kautsky et Millerand. En 1905, lorsque la première révolution russe éclate et que ses ondes de choc touchent l'est de l'Europe, Rosa va en Pologne, son pays de naissance, rejoindre l'insurrection de Varsovie où elle faillit être exécutée. De retour en Allemagne, sa position d'un pacifisme clairement révolutionnaire lui vaut d'être exclue d'un SPD qui vient de voter les crédits de guerre au parlement. C'est alors qu'elle organise avec son camarade Karl Liebknecht la Ligue spartakiste et lance, en octobre 1918, le journal *Die Rote Fahne* (Le drapeau rouge) qui devient, deux semaines avant la mort de ses créateurs, le journal officiel du nouveau Parti communiste allemand¹.

Abattre les murs dans nos têtes pour défendre Gaza

Nous venons d'assister, dans la rage et l'impuissance, à une nouvelle mise en scène du massacre méthodique et prémédité du peuple palestinien. La cadence des destructions humaines et matérielles provoquées par la puissance de feu israélienne à Gaza ont une nouvelle fois lacéré nos âmes et consciences. Obligés ainsi à n'être que spectateurs de tant de souffrances, d'injustice et d'indifférence frappant ce peuple héroïque et martyr.

À l'heure où Gaza enterre ses morts, n'est-il pas grand temps pour les forces du progrès de se mettre au diapason de la Résistance, seule garantie de survie du peuple palestinien ? Trop souvent, nous essayons de nous défendre dans l'arène idéologique de l'adversaire, allant jusqu'à emprunter son langage et ses arguments. Il suffit de lire les innombrables articles de soi-disant progressistes qui renvoient dos-à-dos bourreaux et victimes et qui distillent tous les préjugés coloniaux et islamophobes à l'encontre de la résistance palestinienne. Ils oublient de rappeler, par exemple, que le massacre de Gaza n'est que la suite du programme d'épuration ethnique lancé par l'entité sioniste il y a plus de 60 ans et que ce programme s'est concrétisé avant l'opération «Plomb durci» par un embargo criminel. Les Palestiniens, contraints à choisir entre une lente extermination et la soumission, sont dans une situation de légitime défense permanente face à un État méritant plus qu'aucun autre le qualificatif de voyou.

Deux langages et deux mesures

Une solidarité saine et sincère envers le peuple palestinien postule que l'on reconnaisse le caractère raciste et colonial du projet sioniste et des crimes commis au nom de la sécurité d'Israël. Voilà plus de 60 ans que les Israéliens traitent les Palestiniens, les Arabes et les musulmans comme des «sous-hommes». La violence dispo-

portionnée de leurs «représailles», l'expérimentation de bombes prohibées sur des civils, l'encerclement, puis l'extermination de familles entières dans des écoles et autres abris de fortune, l'exécution à bout portant d'enfants, bref l'anéantissement de tout ce qui bouge à Gaza, tout cela n'est-il pas comparable aux expressions les plus barbares des pratiques fascistes ? On est surpris de voir de nombreux progressistes s'indigner de pareilles analogies, comme si les Israéliens étaient vaccinés contre toute idéologie raciste. Aujourd'hui, de jeunes Russes racistes, dont les ancêtres ont été exterminés dans des camps nazis, font régner la terreur contre les immigrés non-Russes. À la différence des sionistes, ces Russes-là ne se réfugient pas derrière une rhétorique de la victimisation et proclament ouvertement leur stupide racisme, ce qui les rend plus facilement repérables par nos antifascistes à géométrie variable.

Pourtant, sur les barricades de mai 68 à Paris, il leur suffisait de voir un bout de matraque pour qu'on les entende scander de tonitruants «CRS : SS !». Dès lors, pourquoi les Palestiniens, dont la tragédie n'a aucune commune mesure avec les quelques hématomes des étudiants parisiens, ne pourraient-ils pas faire, eux aussi, le rapprochement avec les forces répressives du nazisme ?

L'internationalisme d'une lutte sans frontières

Autres questions qui invitent à une remise en question profonde : qui ressemble plus à un bourreau sinon un autre bourreau, et à une victime sinon une autre victime ? Pourquoi ne pas pouvoir dénoncer ce solide tronc commun associant l'artilleur israélien qui décime des familles palestiniennes entières à la paisible ménagère de Tel-Aviv qui se réjouit des détails du malheur des victimes palestiniennes ? Hadji Bektach Veli, philosophe turco-persan du XIII^{ème} siècle, fondateur de l'ordre mystique bektachi, disait : «Est

mon fils celui qui est, non pas de ma lignée, mais de mon chemin».

C'est pourquoi les antifascistes et internationalistes, qui partagent le calvaire de tous les opprimés, doivent réaffirmer avec force leur consanguinité avec les martyrs juifs du ghetto de Varsovie ou du camp d'Auschwitz, tout en dénonçant ceux qui mêlent le sang des juifs martyrisés par les nazis à celui des juifs qui martyrisent le peuple palestinien. Dans la guérilla idéologique que nous menons contre les sionistes et leurs alliés, il nous faut ôter l'arme de la mémoire de la Shoah de leurs mains et la rendre aux gardiens désintéressés de sa mémoire : les vrais Justes d'aujourd'hui ; ceux qui, étant juifs, se battent pour dénoncer les crimes de leur État. Ils rendent vivante cette tradition selon laquelle les combats des peuples colonisés ont pu souvent compter sur l'appui actif de résistants issus des métropoles. Ils devenaient des porteurs de valises, des informateurs, des saboteurs d'équipement militaire et, parfois même, des maquisards.



Si des antifascistes allemands ont combattu le nazisme armes à la main, si des Turcs ont rejoint les rangs de la guérilla kurde contre les autorités d'Ankara, si des Français ont combattu aux côtés des Algériens ou des Indochinois, pourquoi désespérer que le jour viendra où des Juifs antisionistes s'engageront dans les rangs de la Résistance palestinienne ? Ce jour quand des Israéliens iront creuser des tunnels pour acheminer des vivres et de la fraternité aux Palestiniens de Gaza...

BAHAR KIMYONGÜR

Ne laissons pas mourir Gaza!

C'était au début de la seconde intifada. Dans les journaux, sur les écrans de télé, on avait vu un père accroupi serrant désespérément le corps de son petit garçon mort, victime de la violence de Tsahal. Les images avaient scandalisé le monde entier. Pourraient-elles encore émouvoir aujourd'hui? Ce meurtre semble si peu de choses au regard de ce qui se passe aujourd'hui dans la bande de Gaza: un massacre soigneusement planifié, organisé.

Au moment de l'invasion, Salah Abdel-Jawad, professeur d'histoire à l'université de Bir Zeït, notait qu'il *«ne s'agit pas simplement de détruire tel ou tel mouvement politique. Sinon pourquoi bombarder les ministères, l'Université islamique et l'École américaine de Gaza?»* Mais d'abattre *«non seulement l'entité politique palestinienne mais aussi et surtout la société»*. Avec peut-être la *«volonté de renforcer le Hamas, de développer une situation où non seulement la bande de Gaza mais aussi la Cisjordanie seraient sous sa domination»*. Et de perpétuer ainsi une stratégie d'affrontement où il n'y a plus de place pour la négociation. Quoi qu'il en soit, concluait-il, *«Israël est prisonnier de son paradigme militaire. Il considère les Arabes comme des indigènes qui ne comprennent que le langage de la force»*. Et donc culturellement inaptes à la diplomatie.

Les dirigeants hébreux n'ont eu de cesse, au fil du temps, de tenter de faire croire au monde qu'ils n'ont pas en Palestine d'interlocuteur valable. Ainsi, Arafat, qui avait reconnu de fait l'État israélien, a-t-il été diabolisé. Son successeur, le très pragmatique Mahmoud Abbas, a dû se contenter de vaines paroles. Poussant jusqu'à l'absurde un dialogue sans perspective avec les dirigeants de Tel Aviv, il s'est trouvé de plus en plus démonétisé aux yeux des Palestiniens et, avec lui, une Autorité palestinienne rongée par l'incurie et la

corruption. Très naturellement, le Hamas a fait son miel de cette situation, à la fois mouvement social et politique capable de quadriller la société et personification de la résistance à l'occupant. Un occupant – la situation actuelle le montre une fois de plus – pour qui la seule posture possible est celle de l'unilatéralisme et du fait accompli.

Avec les compliments de l'Occident

Personne n'ignore cela. Et certainement pas les dirigeants occidentaux. Au moment d'ordonner l'invasion, le Premier ministre israélien Ehud Olmert s'est reconnu *«encouragé»* par ses conversations avec le président américain George W. Bush. Celui-ci avait déclaré que l'action de l'armée israélienne relevait du *«droit d'Israël à se défendre contre le Hamas»*. Le porte-parole du gouvernement israélien, Avi Pazner, a pu assurer que son gouvernement bénéficiait d'une *«grande compréhension»* internationale. De la part, notamment, d'une Europe divisée et impuissante à peser sur le cours des événements. Voire complice lorsque, le 3 décembre dernier, le Conseil européen entérinait le principe d'un *«rehaussement»* des relations entre l'Union et Israël, malgré le refus du Parlement européen d'émettre l'*«avis conforme»* – auquel la décision du Conseil est soumise en la matière – tant qu'Israël n'aura pas donné des signes tangibles de sa volonté de relancer le processus de paix. Le Rapporteur spécial pour l'ONU des Droits de l'Homme dans les territoires occupés, Richard Falk, avait pourtant assimilé la situation à Gaza à *«une punition collective équivalant à un crime contre l'humanité»*.

Le fond de la question

Il faut sortir des sornettes serinées pour amadouer les opinions publiques. Israël a justifié les massacres par les tirs de roquettes qui auraient mis fin au cessez-le-feu le 19 décembre. Or, le quotidien israélien *Haaretz* l'a rappelé fin décembre, le ministre de la Défense Ehud Barak avait ordonné à Tsahal de se préparer six mois auparavant. Au moment où le gouvernement israélien avait entamé avec le Hamas des

négociations pour un cessez-le-feu. Au vu du moment choisi, à quelques semaines des élections du 10 février, on peut estimer que les partis gouvernementaux ont tenté de se faire des voix au prix du sang palestinien.

Quoi que pèse ce sinistre argument, il ne doit pas cacher l'essentiel. D'abord, que Gaza n'a jamais été libérée. Depuis le *«retrait»* unilatéral (en fait la fermeture des colonies, la bande de Gaza étant déjà zone autonome en vertu des accords d'Oslo), la situation dans ce territoire n'a cessé d'aller en empirant. Véritable prison à ciel ouvert cadenassée de tous côtés, il a été décrété *«territoire hostile»*, en septembre 2007, après le coup de force du Hamas. Mais c'est la population qui a payé le prix fort, manquant de nourriture, de médicaments, de carburants, d'électricité. Toute une population est affamée par 18 mois de blocus. Avant l'agression, une étude démontrait que 46 % des enfants souffraient d'anémie aiguë. La plupart des maisons ne disposaient plus d'eau courante qu'une heure ou deux tous les cinq jours. Selon les agences de l'ONU, les eaux usées stagnaient dans les rues, les médecins craignaient d'opérer faute d'être sûrs de disposer d'anesthésique ou d'électricité. 80 % de la population dépendait déjà des dons de nourriture.

«Notre jouissance»

Tout cela donne plus de sens encore à ce commentaire formidablement lucide du *Haaretz*: *«Le temps du bon sens et du jugement est passé depuis bien longtemps, dès avant les assassinats ciblés visant les militants du Fatah en Cisjordanie, soupçonnés, fin 2000, d'avoir ouvert le feu sur des soldats. Et nous avons alors eu droit à des milliers d'autres jeunes gens désireux de s'armer, ainsi qu'aux attentats-suicides»...* *«C'est le moment de parler de notre jouissance. Jouissance de voir à nouveau les chars lever et baisser leurs canons. Jouissance de voir nos dirigeants agiter les doigts pour une mise en garde de l'ennemi. C'est comme ça que nous les aimons. Quand ils mobilisent des réservistes, envoient des pilotes bombardier l'ennemi et qu'ils manifestent une unité nationale: de Marzel*

à Livni, de Netanyahu à Barak et Lieberman. Le but d'Israël : enterrer le processus de paix et la création d'un véritable État palestinien. Avec la complicité de Washington, Paris et Bruxelles».

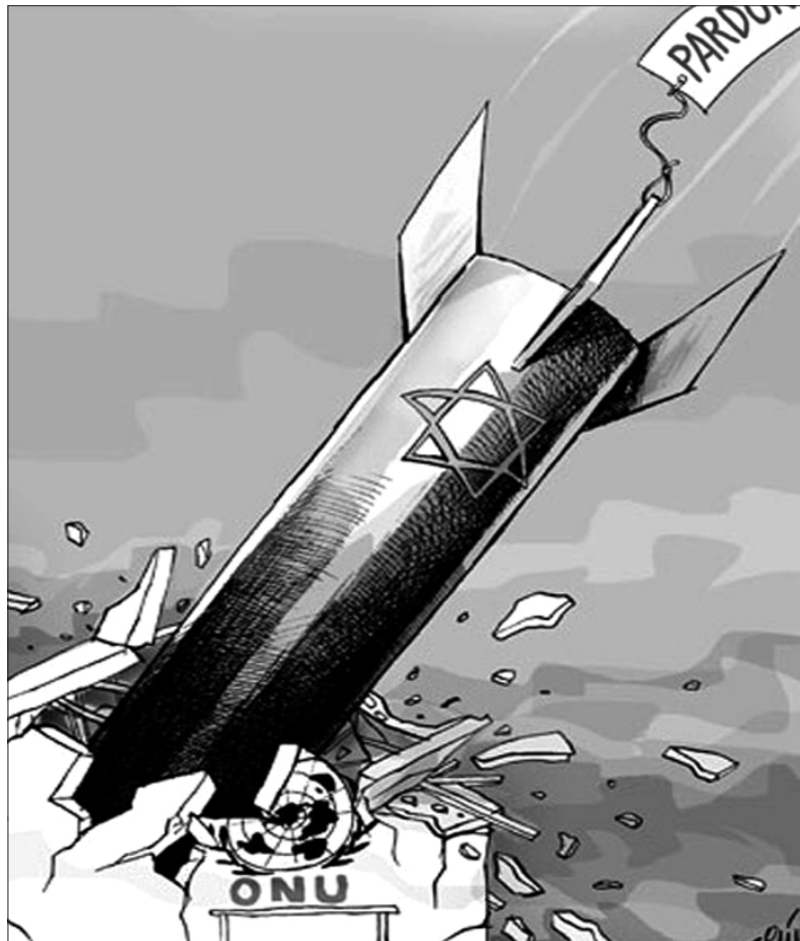
Il y a bel et bien un agenda politique lié à l'invasion de Gaza : creuser encore plus le fossé entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, entre le Hamas et l'OLP. Et ruiner toute perspective de négociation pour perpétuer l'annexion des territoires occupés.

Comment en sortir ?

On connaît pourtant les conditions à remplir pour sortir enfin du drame. Et d'abord en revenir au droit. Cité

par Alain Gresh sur le site du *Monde diplomatique*, le blog *Actualités du droit* notait le 30 décembre qu'Israël viole le droit humanitaire et commet des crimes de guerre. «*Et il y a récurrence. La convention de 1949 sanctionne également à l'article 49 la construction de colonies dans des terres occupées, et à l'article 53 la destruction de propriétés en l'absence d'impératifs militaires. L'installation des colonies et l'édification du mur en territoire palestinien sont ainsi contraires à la convention, comme la Cour internationale de Justice l'a affirmé dans un avis du 9 juillet 2004. Et le massacre de Sabra et Chatila en septembre 1982 – pour ne citer que lui – n'a encore jamais été jugé...* «*L'armée d'Israël est forte, mais elle viole le droit international. Auteur de crimes de guerre, le gouvernement d'Israël s'enfonce dans la violence sans être capable d'offrir la moindre solution diplomatique*». Il faut donc le répéter encore et toujours, c'est avant tout le refus d'Israël d'appliquer les résolutions de l'ONU, la poursuite sans relâche de la colonisation, la construction du mur d'annexion qui a mené le Proche-Orient dans l'impasse.

Soudain inquiets devant l'énormité du



drame – «*un massacre de masse, une sorte de génocide*», a tranché le poète Jonathan Geffen, neveu du général Moshe Dayan, le héros israélien de la «guerre des six jours» –, les dirigeants occidentaux ont bien dû exprimer leurs «soucis» et aiguïser leurs critiques. Tout en en restant essentiellement à la dimension humanitaire et en ressassant leurs éternels vœux pieux. Si les leaders de l'Occident devaient en rester là, sourds aux protestations populaires qui s'expriment aux quatre coins du monde, c'est l'humanité tout entière qui aurait une fois de plus perdu la face et les peuples de la région une dernière chance de vivre enfin en paix.

Tous perdants

Le déluge de feu sur Gaza révolte nos consciences et, au Proche-Orient, ne fait que des perdants. Y compris les citoyens israéliens, conditionnés par la propagande d'État et le consensus qui lie les partis politiques, privés d'informations sur l'ampleur du carnage perpétré à leur porte, et qui ignorent que c'est un raid meurtrier de l'aviation israélienne, le 4 novembre, qui a rompu la trêve. Une manière cynique d'adresser une fin de non-recevoir aux gestes de bonne

volonté consentis par le Hamas ces deux dernières années et de prolonger indéfiniment l'état de guerre.

Il faudra pourtant bien que quelqu'un ait le courage de parler avec le mouvement islamiste. On connaît ses exigences : la fin du blocus et la reprise des négociations entre Israël et la Palestine. Les seuls partenaires qui peuvent exercer une pression efficace sur le gouvernement israélien sont ceux qui entretiennent de fortes relations commerciales avec lui, l'Union européenne, ou qui l'arment, les États-Unis. L'UE aura-t-elle le courage de suspendre son accord d'association avec Israël, qui est soumis au respect des droits de l'homme, et de

revenir sur le principe du «rehaussement» des relations avec l'État hébreu ?

Le président Barack Obama rompra-t-il avec la politique de Bush ? Il aura fallu la mort de plus de 40 Palestiniens, réfugiés dans une école de l'ONU, pour que les États-Unis demandent un «cessez-le-feu». Mais ils se sont abstenus sur une (molle) résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelant – sans l'exiger – «*l'arrêt immédiat des combats*», «*au retrait complet des forces israéliennes de Gaza*» et à «*des efforts renouvelés et urgents des parties et de la communauté internationale pour parvenir à une paix globale basée sur la vision d'une région où deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivent côte-à-côte en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues*». Un rêve, désormais ? La perspective de la création d'un État palestinien paraît plus lointaine que jamais. Dans la région, les théâtres de conflits sont multiples : Liban, Afghanistan, Palestine. L'Iran, peut-être, demain. En Irak, rien n'est politiquement réglé et la violence n'est pas éteinte. Il est urgent, vital, d'arrêter les apprentis-sorciers.

MAURICE MAGIS

¡50 años de Revolución cubana!

Sur l'île de Cuba, les fêtes de fin d'année 2008 ne se sont pas passées comme partout : ses habitants préparaient en effet, avec ferveur mais retenue, la célébration au 1^{er} janvier 2009 des 50 ans de la Révolution. Avec ferveur, car nul événement ne pouvait être plus important ; avec retenue, car les trois ouragans de la saison achevée ont détruit des milliers de maisons et dévasté les campagnes (voir ci-contre). Le temps n'était donc pas à la fête, mais plutôt à la solidarité et à l'entraide. Et s'il y a un pays au monde qui sait ce que sont ces valeurs, c'est bien Cuba...



Le 1^{er} janvier 1959, une Armée rebelle de «barbus» menée par les frères Fidel et Raúl Castro, Che Guevara et Camilo Cienfuegos chassait du pouvoir le dictateur Fulgencio Batista à la solde des États-Unis. Cinquante ans plus tard, la Révolution est toujours là ! Passant le flambeau à son frère en 2008, Fidel a renoncé à ses responsabilités, mais non à sa foi et à son engagement, et maintenant «*désire seulement combattre comme un soldat des idées*». Car la Révolution – dit Fidel –, «*c'est ne jamais mentir ou violer les principes éthiques*», «*c'est lutter pour des idéaux de justice, pour Cuba et pour le monde*».

audace, sa résistance, sa dignité. Qu'à cela ne tienne ! «*Soyez réalistes : demandez l'impossible !*», martelait le Che. Voilà une Révolution qui supportera une menace nucléaire, l'éclatement du grand frère soviétique, invasions, sabotages à la production, attentats contre avions civils, hôtels et ambassades, 600 tentatives d'assassinat de son dirigeant Fidel, une désinformation systématique et agressive et, enfin, un cruel et inhumain blocus économique, commercial et financier. Une Révolution qui pourtant... persiste et signe !

«Soyez réalistes : demandez l'impossible !»

Ernesto (Che) Guevara

peuples (internationalisme) : 35.000 médecins et infirmiers cubains sont disséminés à travers la planète pour soigner gratuitement les plus démunis. L'opération *Milagro* rend la vue à des millions de Latino-américains pauvres, *Yo si puedo* en alphabétise tout autant. Car «*le vrai révolutionnaire est guidé par un fort sentiment d'amour*», sermonnait le Che, et doit «*s'efforcer chaque jour que cet amour de l'humanité vivante se transforme en accomplissements réels, en actes qui servent d'exemples, en une force changeante*». En somme une manière de faire de la politique «*avec les humbles, par les humbles, pour les humbles*».

Un demi-siècle de continuité et de défi d'un régime communiste – comme le qualifiera rapidement Fidel – à quelque 80 miles nautiques de l'ancre du capitalisme, cela force le respect ! La Révolution doit «*défier les grandes puissances dominantes, nationales et internationales*», haranguait Fidel, et lutter contre l'impérialisme ! Cuba est le premier pays d'Amérique latine à s'être libéré du néo-colonialisme américain, mais à un prix immense : les États-Unis feront payer très cher à Cuba son

¿i Revolución !? Sait-on que l'on ne trouve, dans la patrie adoptive du Che, aucun enfant souffrant de malnutrition ou n'allant pas à l'école, aucune personne pauvre ou ne bénéficiant pas de soins de santé, aucun mendiant, aucun analphabète, aucune personne âgée vivant seule ? Soins de santé, éducation, culture, sport : gratuit – ou quasi ! Formation académique de médecins de toute l'Amérique latine : gratuit ! Cuba applique le principe fondamental de solidarité avec les

Exemple à détruire

Voilà la vraie raison de tant d'aversion des États-Unis et, plus modérément, de l'Europe : Cuba est en fait l'exemple unique – à détruire donc impérativement pour protéger le «bonheur» de millions de gens vivant sous le néo-libéralisme – d'un autre monde possible, d'un autre modèle d'organisation économique et sociale, d'un système politique et

Suite page 14 ►

Cuba :

Après l'année des ouragans dévastateurs

L'automne 2008 aura été terrible pour Cuba, avec son cortège de cyclones, de raz-de-marée et de tempêtes tropicales. La succession d'ouragans – Gustav, Ike, Paloma, Fay et Hannah – fut particulièrement dévastatrice. On estime à 7,5 milliards d'euros le montant des pertes nettes subies par le pays à la suite de ces intempéries.

Le pays, avec plus de 50 municipalités très touchées, est dévasté. Près de 125.000 logements ont été partiellement ou totalement détruits par l'ouragan Gustav. Le passage du cyclone Ike en a endommagé 323.800. On parle de 70.000 habitations à reconstruire totalement. Et il faut encore dénombrer celles touchées par l'ouragan Paloma. L'agriculture a subi un coup terrible. La plupart des récoltes ont été ravagées et plusieurs centaines de milliers de volailles d'élevage ont perdu la vie, ce qui risque de poser une sérieuse crise alimentaire. Plus de 700.000 tonnes d'aliments ont été détruites. Les supermarchés de l'île présentent un grave problème d'approvisionnement. Il faut aussi prendre en compte les dégâts survenus aux installations électriques, aux barrages et réservoirs, aux plantations forestières, aux équipements scolaires et d'hôpitaux. Toutes les réserves nationales, créées en prévision d'une agression militaire étasunienne, ont été mises à la disposition de la population : aliments, carburant, matériel de construction, médicaments...

C'est évidemment une source de découragement pour la population. Alors que le développement économique, totalement perturbé par la fin des échanges avec l'URSS, a été relancé sur d'autres bases, on a vu revenir les coupures d'électricité, les destructions ou paralysies d'entreprises, les perturbations dans les approvisionnements. Les dégâts obligeront de consacrer des sommes importantes à la reconstruction. Et sans doute à entreprendre des révisions importantes et urgentes : le

réchauffement climatique fait craindre une montée des eaux et des perturbations plus fortes et plus fréquentes. Les localités côtières devront se reconstruire plus en amont. Il ne sera dès lors pas possible d'intervenir rapidement sur des localités moins endommagées, qui devront patienter. Raul Castro a aussi appelé la population à ne pas céder au découragement et à garder confiance dans ses propres ressources : *«Cet état d'esprit, notre peuple en a toujours fait preuve pendant les 50 ans de Révolution, face aux agressions armées, aux actes terroristes et au blocus génocidaire [...] Les révolutionnaires ne se rendent pas, ni contre les ennemis, ni face aux ouragans. Ayez confiance dans la Révolution, comme nous vous faisons confiance».*



Malgré ces pressants besoins humanitaires, l'Administration Bush n'a pas voulu lever le criminel blocus que les États-Unis exercent depuis 46 années. Condoleezza Rice l'a confirmé. Le but est bien toujours d'enfoncer Cuba en profitant des difficultés, comme au moment de l'écroulement de l'URSS lorsque l'embargo fut lourdement renforcé. De son côté, La Havane fit, sans succès, des demandes précises pour acheter sur le marché des États-Unis des matériaux de construction et disposer de crédits. Devant le maintien de l'embargo, les Cubains ont aussi refusé avec dignité une petite aide étasunienne, qui était conditionnée... à l'envoi d'inspecteurs !

L'aide est néanmoins parvenue de nombreux autres pays, dont des pays en développement, ainsi que de Belgique et d'Espagne. Et de nombreux secteurs de la société civile sont aussi intervenus. On a pu ainsi voir des citoyens des États-Unis sur des chantiers de remise en état de logement. La section de Charleroi des *Amis de Cuba* a transmis, modestement, mais avec intense solidarité, une somme de 1.600 euros, récoltée au cours d'activités de solidarité en octobre. Il est évident qu'il y a encore beaucoup à faire, et de manière urgente.

Une «Défense civile» efficace

Mais on doit aussi parler du bilan humain : il y a eu neuf morts au total pour ces trois événements dévastateurs. C'est étonnamment peu. Et cela en dit long sur l'efficacité des mesures prises par la «Défense civile» organisée par l'État cubain, qui va de la surveillance météorologique à l'organisation de la solidarité dans chaque quartier. Tout le monde (en particulier les agences de l'ONU) reconnaît que les mesures prises en général à Cuba contre les cyclones et les tempêtes sont particulièrement efficaces.

Dans un pays pauvre comme Haïti, les morts sont innombrables et se répètent d'année en année. Haïti a eu cette année un total de 455 morts, recensés, suite au passage des mêmes ouragans. Et aux États-Unis ? Ce pays riche, qui connut l'ouragan Katrina en Louisiane en 2006, qui ne manque pas de moyens, qui ne souffre pas d'embargo, fait-il mieux ?

Première surprise : plusieurs villes décident de ne pas organiser d'évacuations, car trop risquées (accidents mortels, pillages, problèmes d'intendance pour aider les évacués...).

Deuxième surprise : les secours sont militarisés, avec des couvre-feux à Houston (Texas), privée presque totalement d'électricité après le passage de l'ouragan Ike. *«Cette mesure est nécessaire pour des raisons de sécurité, le nombre important de débris dans les rues et le fait que de nombreux*

quartiers sont dans le noir», a précisé le maire de Houston, Bill White. En fait, on n'entend pas beaucoup parler de «protection civile». On se limite plutôt à donner des conseils... et à envoyer des gardes nationaux. Est-ce beaucoup mieux qu'à Haïti? Pas vraiment, si l'on tient compte des moyens si différents.

Troisième surprise: après l'annonce de l'arrivée de l'ouragan à Houston, les craintes pour les plates-formes pétrolières et son impact sur le prix du pétrole, on n'entend plus grand chose de la part des médias. Comme si la principale leçon tirée de 2006 était qu'il fallait moins médiatiser l'événement. Regardons le bilan de Ike aux États-Unis. On apprend d'abord qu'il a traversé 11 états, jusqu'aux grands lacs canadiens et en Pennsylvanie! Au total, au moins 52 personnes sont mortes, du 12 au 15 septembre. Beaucoup de décès sont dus à des chutes d'arbres, comme dans le Tennessee ou dans le Kentucky. De nombreux autres sont intervenus après le passage de l'ouragan, par intoxication au monoxyde de carbone, provoquée par des générateurs mal réglés, ou par électrocution. Le bilan des morts au Texas pourrait s'alourdir, les autorités n'ayant pas fourni de chiffre global. Notons la précision du maire de Galveston: «*Nous avons eu seize morts, mais on n'en compte que neuf, car les autres sont morts de mort naturelle*».

Suite de la page 12

Pas beaucoup de précision non plus sur les dégâts matériels. Par contre, on aura eu toutes les informations nécessaires pour s'apitoyer sur les difficultés des banques américaines le week-end suivant! Et sur les milliards absolument nécessaires pour éviter un cyclone financier mondial. Fidel Castro a fait quelques remarques acerbes à ce sujet.

La différence qui ressort de cette comparaison, c'est l'efficacité de la Protection civile à Cuba, qui peut compter sur la grande volonté, la discipline et la conscience des citoyens,

et qui peut organiser des mesures cohérentes et efficaces. C'est la priorité donnée à l'être humain, à la vie. On a parfois critiqué le contrôle social (les fameux «Comités de défense de la Révolution»), trop envahissant, intrusif; on doit reconnaître que cette «Défense intégrée» dont parle Raul Castro est, dans ce cas, performante et pertinente, surtout dans un pays manquant cruellement de moyens économiques et subissant un blocus criminel de la part de son impérial voisin.

Luigi RAONE

Les amis de Cuba, Charleroi



¡50 años de Revolución cubana!

électoral différent des pseudo-démocraties représentatives et multipartistes occidentales, d'un des meilleurs systèmes sanitaires et éducatifs au monde, du niveau de développement durable le plus élevé de la planète, et surtout d'un autre modèle de valeurs humaines à l'encontre de l'individualisme et de l'égoïsme, de la compétitivité, de la consommation obsessive, de l'exploitation humaine.

Voilà la vraie raison du prestige et du respect que portent à l'île des Caraïbes toute l'Amérique latine et le monde – hormis le «premier», bien entendu: Cuba est un exemple et un mélange de dignité et de fierté, d'audace, d'hérésie, d'éthique, de solidarité, de culture. L'Angola lui doit son indépendance, l'Afrique du Sud la fin de son apartheid,

et surtout l'Amérique latine sa résistance et son réveil actuel face à l'impérialisme. Sans l'influence de Cuba, n'auraient eu lieu aucun mouvement populaire contre le néo-libéralisme, aucune révolte populaire contre des présidents asservis à Washington, aucune mise en place de gouvernements enfin autonomes et dignes, tels ceux d'Equateur, de Bolivie, du Venezuela.

Mais la Révolution est actuellement à la croisée des chemins. Quoi que l'on pense, Cuba n'est pas à l'abri de discussions et de débats: on y voit poindre un fort questionnement sur l'avenir du socialisme. C'est que la génération révolutionnaire devient vieille; que les jeunes, qui n'ont connu que les difficultés de la «période spéciale» après l'effondrement de l'Union soviétique, ne comprennent

pas toujours cette idéologie, subjugués par le chant des sirènes capitalistes à quelques miles de là. Deux thèmes sont principalement au cœur des débats: un changement d'économie, et un socialisme plus participatif. Que faire, ne pas faire pour ne pas mettre ce système unique en danger, ne pas le jeter à la gueule des loups capitalistes dont la meute sans relâche rôde aux alentours...

Gageons que les dirigeants et le peuple de Cuba trouveront encore une fois leur voie spécifique, qu'ils perpétueront – ¡hasta la victoria siempre! – à travers le monde, à travers une humanité qui en a bien besoin, leur puissant symbole de cinquante ans de subjectivité communiste.

ARMANDO GARCÍA

Les Michiels : Une famille de résistants, une famille de communistes !

L'actuel conseiller communal de La Louvière, Jean-Pierre Michiels, est issu d'une illustre famille militante. Ses oncles Frans, Benoît, Théo et leurs épouses furent de grands Résistants.

Frans Michiels et Marie Heylen

Frans Michiels est né en 1916. Il adhère au Parti Communiste en 1932. Il épouse la jeune militante communiste Marie Heylen en 1935. Ils ont une vie de couple éphémère, car bien vite, Frans est mobilisé à la Compagnie des mitrailleurs du 2^{ème} Régiment des Chasseurs à pied. Nous sommes en 1939.



Mariage de Frans Michiels et Marie Heylen, en uniforme des Jeunesses communistes.

Durant la campagne des 18 jours (mai 1940), il est fait prisonnier en Flandre, mais s'évade rapidement. Il rentre chez lui à Roux (Charleroi), retrouve Marie et travaille comme monteur à *La Fabrique de Fer*. Le couple cohabite quelques mois avec Catherine et Pierre Michiels, les parents de Frans. La maison familiale devient l'une des plaques tournantes de la résistance roviennaise : on y cache des armes, des munitions, on y fabrique des bombes. Dès 1941, les premiers attentats antinazis y sont orchestrés.

Frans se met à la disposition des *Partisans Armés* (PA). Victor Thonet, Commandant des PA, apprécie sa détermination et son sang froid et lui confie diverses missions délicates. Frans

devient l'adjoint du Commandant. En 1942, Marie Heylen dépose une bombe au cinéma Coliseum à l'occasion d'une réception de la Gestapo. En juillet de la même année, alors que Frans s'apprêtait à célébrer «dignement» la fête nationale, il échappe de justesse aux nazis venus l'arrêter à la suite d'une dénonciation. Il refuse de gagner l'Angleterre comme lui propose le PC.

«Brûlé» à Charleroi, il est envoyé dans la région du Centre où il devient Commandant des PA. Il est finalement arrêté en janvier 1943, envoyé à Breendonk où il retrouve ses frères Théo et Benoît dont il sera le voisin de cellule. Traduit en Conseil de guerre, il est condamné à mort. La veille de son exécution, il tente en vain de s'évader avec ses compagnons de cellule. Il est fusillé au Tir National le 20 avril 1943 en compagnie de trois autres résistants, Émile Maufort, Raymond Geenen et Victor Thonet. Marie, elle, est aux mains des nazis dès juillet 1943. Elle est emmenée d'abord en France, puis à Ravensbrück, d'où elle est libérée en mai 1945. Le corps de Frans sera ramené à Roux à l'occasion d'impressionnantes funérailles et inhumé au cimetière communal le 16 septembre 1945.

Benoît Michiels et Yvonne Forneville

Benoît est né à Roux en 1922. Militant aux *Jeunesses communistes*, il a à peine 18 ans lorsque la guerre éclate. Il entre très tôt dans la Résistance et devient courrier principal, intermédiaire entre les corps résistants armés et le *Front de l'Indépendance*. Il agit dans un groupe dirigé par Yvonne Forneville. Née en 1916, très tôt active dans la résistance avec son père Julien, elle va prendre la direction de la formation. Les missions de Benoît et Yvonne : la fabrication des journaux, la rédaction des courriers, la sécurité et la propagande auprès de la jeunesse pour qu'elle refuse la déportation et le travail forcé...

Après l'arrestation de son père en mai 1942, Yvonne Forneville entre dans la clandestinité. Elle est arrêtée à Charleroi

en janvier 1943. Elle séjourne dans les prisons d'Aix-la-Chapelle, de Hanovre et de Berlin, avant d'être envoyée au camp de concentration de Ravensbrück. Elle y est affectée à l'atelier de couture où le bris accidentel d'une aiguille équivaut à un acte de sabotage durement réprimé.

À Roux, après la tentative d'arrestation de son frère Frans, la maison familiale étant étroitement surveillée, Benoît devient «clandestin». Malgré cela, il sera arrêté en décembre 1943 devant la gare de Marchienne, alors qu'il est en service commandé pour la résistance. Après un interrogatoire musclé à Charleroi, il est emmené à Breendonk où il passe 411 jours dont 106 en cellule. Il y retrouve ses frères ainsi que son futur beau-père, Julien Forneville. Du 8 février au 12 septembre 1944, il est interné à Vucht, en Hollande. Des conditions de vie un peu meilleures lui permettent de récupérer quelques forces. Les prisonniers sont cependant déplacés en raison de l'avancée des alliés. Le militant communiste se retrouve à Sachsenhausen en Allemagne jusqu'à l'évacuation du sinistre camp le 21 avril 1945. Il est contraint de participer à la «marche de la mort» : 400 km d'enfer en 16 jours jusqu'à Crivitz où il est enfin libéré par l'Armée Rouge, le 7 mai 1945.

Libérée un mois plus tôt, Yvonne effectue un séjour au Danemark, puis en Suède, sous les auspices de la Croix Rouge. Elle retrouve ses parents et sa fille Yvette le 15 juin 1945. De retour en Belgique, Benoît retrouve bientôt sa compagne de résistance, qu'il épousera...

Incapable d'accepter l'autorité de supérieurs hiérarchiques en usine, il s'établit comme indépendant et sillonne, côte à côte avec sa mie, la région de Charleroi pour vendre du beurre aux particuliers. Le couple s'établit à Chapelle-lez-Herlaimont. Ils consacrent de longues années de leur vie à militer au sein d'organisations patriotiques et de résistants. Ils témoignent également pour que ne s'efface pas le souvenir de ce qu'ils ont vécu. Pour ce faire, ils accueillent des milliers de jeunes pour

Racines

leur faire visiter Breendonk et les mettre en garde contre les dangers du fascisme et de l'extrême droite.

Yvonne s'est éteinte, chez elle à Chapelle, dans les bras de Benoît, le 14 février 1994. La veille, elle avait encore participé à une assemblée d'anciens résistants... Benoît, co-auteur du livre *Partisans en Pays Noir*, est décédé le 1^{er} juin 2000.

Théo Michiels

Né à Geel le 17 août 1911, Théo est désigné responsable régional clandestin du réseau «solidarité». Il s'agit d'une structure créée par la résistance pour venir en aide aux familles de résistants arrêtés, aux réfractaires et aux illégaux.

Théo sera arrêté, peu après ses beaux-parents, Adolphine et Manu Willems, le 5 décembre 1942. Emprisonné à Charleroi, puis à Breendonk, il séjourne un an à la



Prisonniers politiques du camp de Buchenwald soumis au déblaiement des ruines de la ville de Düsseldorf. Théo Michiels: 2^{ème} en partant de la droite au 1^{er} rang.

prison de Saint-Gilles avant d'être envoyé dans l'enfer de Buchenwald.

Après la guerre, Théo crée, avec Jean Lavacherie, le home «Les Cailloux» à

Jodoigne qui accueille les orphelins de résistants. Il en devient le chef éducateur jusqu'à sa retraite au début des années 70.

SANDRO BAGUET

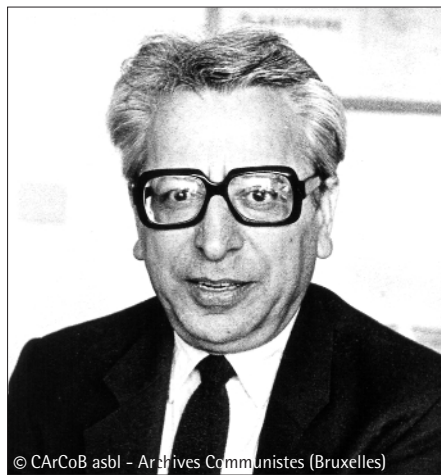
Mémoire

Susa Nudelhole, journaliste et militant

Il fut pendant très longtemps cheville ouvrière et ami du DR. C'est pourquoi nous avons demandé à Rosine Lewin qui fut, comme lui, rédactrice en chef de notre journal et sa collègue de toujours, de nous proposer une esquisse du profil de ce cher disparu.

Né à Liège le 11 mai 1927, mort à Bruxelles le 31 décembre 2008: ces deux bornes pourraient faire croire à une vie enfermée dans la plus provinciale belgitude. L'image est fausse. Susa Nudelhole a été un chroniqueur de politique internationale qui pouvait, au pied levé, livrer une analyse de la situation au Sri Lanka, au Brésil, au Liban, dans la Corne de l'Afrique ou en Finlande... Doté d'une mémoire prodigieuse, il maniait avec aisance les archives du monde, surprenant ses interlocuteurs par la rigueur percutante de ses exposés.

Ce ne sont pas seulement l'école, les atlas, les encyclopédies qui ont assuré sa formation. La vie, la qualité d'émigré de ses parents, puis la guerre et le nazisme,



© CARCoB asbl - Archives Communistes (Bruxelles)

ont modelé une dure expérience qui a fait de Susa un militant déterminé pour l'indépendance des peuples et pour la dignité des humains. Il n'a jamais oublié les injustices meurtrières infligées aux enfants juifs réfugiés dans un orphelinat, quelque part au soleil du Midi franco-pétainiste. Il n'a jamais admis les ghettos, même travestis en États.

De longues années durant, Susa a tenu la rubrique de politique internationale du *Drapeau rouge*. Il a connu plusieurs «patrons» (directeurs de la presse communiste). Il a été lui-même rédacteur en chef du journal. Les

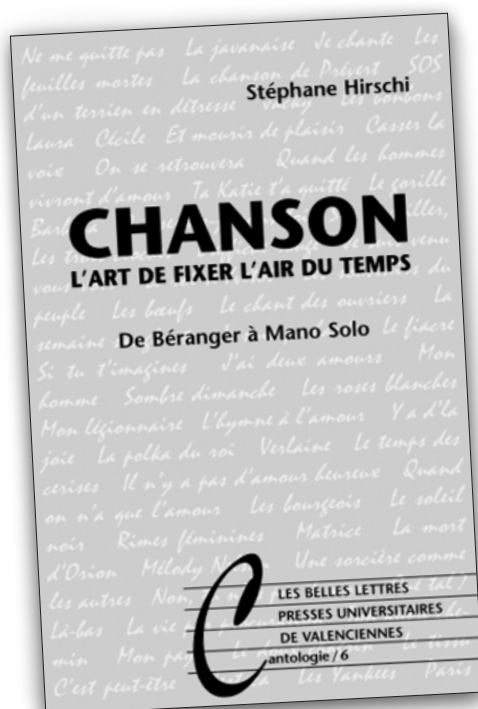
échanges avec lui, autour de lui, pouvaient être rugueux. Rien n'était facile. Allier un sens aigu des responsabilités et sauvegarder son indépendance d'esprit, cela ne va pas toujours de soi, même en recourant à l'humour.

Susa a traversé quelques tempêtes et vécu quelques grands moments: le Congrès des écrivains pour la paix à Paris en 1949, le Congrès des Non-alignés à Belgrade en 1961, les immenses manifestations de solidarité avec le peuple vietnamien, et plus tard, des rencontres politiques qui paraissaient prometteuses dans l'Italie de *Bellaciao*. C'est avec le même acharnement qu'il a défendu la démocratie en Tchécoslovaquie et combattu les rebonds de la guerre froide quand, en août 1968, une intervention armée extérieure était présentée comme socialiste, alors qu'elle était surtout répressive. Il a gardé jusqu'au bout son active curiosité pour la marche du monde.

Susa aura été un journaliste compétent et courageux.

ROSINE LEWIN

Chanson, de Béranger à Mano Solo



Chanson: l'art de fixer l'air du temps, le livre que nous venons de consulter et qui fait, selon nous, immédiatement figure d'ouvrage de référence, est le dernier ouvrage en date de Stéphane Hirschi, professeur à l'Université de Valenciennes (Département des Lettres). Hirschi a mis au point la «cantologie», «une étude de la chanson dans sa globalité». Par le moyen de la cantologie, explique Hirschi, on tente «d'expliquer l'émotion que l'on ressent en écoutant une chanson que l'on aime, de mieux

Suite de la page 6

DR: Dans une société riche comme la nôtre, comment se fait-il que de nombreux enfants n'aient pas de vacances ?

RT : Les enfants issus de milieux défavorisés et démunis n'ont pas la chance de pouvoir partir, et, actuellement, sous l'influence de la crise économique, les gens partent moins loin, moins longtemps, ou pas du tout.

DR: Comment cette journée est-elle financée?

RT: La JOV est soutenue financière-
ment principalement par les subven-
tions des pouvoirs publics, tant par le
Fédéral que le Communautaire et le
Régional. De plus, comme la JOV a
acquis une notoriété certaine grâce
aux médias, nous avons pu obtenir la
considération de très nombreux respon-

comprendre les mécanismes de notre propre plaisir, d'approfondir cette émotion... La cantologie est la rencontre entre texte, musique et interprétation». Sans doute manquait-il, dans la façon d'appréhender la chanson, un ouvrage capable d'étudier subtilement et savamment cet «*air fixé par des paroles et cet art du temps compté*». Le livre de Stéphane Hirschi nous paraît imposer une maîtrise, une rigueur, un regard et une analyse experts et constituer un outil indispensable à la connaissance et à la reconnaissance de l'art spécifique de la chanson.



François Béranger lors de la Fête de l'Humanité à la fin des années '70.

L'art de fixer l'air du temps étudie la chanson, en propose une définition cohérente, analyse ses spécificités et ses enjeux esthétiques, évoque largement et intelligemment son histoire (du banquet grec à l'avènement de l'auteur-

sables politiques. Soulignons qu'en 2008, c'est Jean-Marc Delizée, Secrétaire d'État à la Pauvreté, qui nous a fait le plaisir de sa présence auprès des enfants sur la plage d'Ostende. L'aide publique est importante, mais elle est renforcée par de nombreux dons financiers de particuliers.

DR : Si vous ne deviez retenir qu'un seul souvenir de cette aventure ?

RTB : Au cours d'une interview par la **RTBF** lors de la JOV à Han-sur-Lesse, une fillette d'origine étrangère déclarait : *«Un jour, c'est peu, mais si je n'avais pas pu participer, je n'aurais pas vu toute cette beauté dans les grottes !»*. La joie des enfants, leur sourire radieux ce jour-là, sont un merci à tous ceux et toutes celles qui s'investissent dans cette action de solidarité.

compositeur-interprète), quelques-unes de ses figures emblématiques et quelques artistes majeurs parfois méconnus du grand public. Outre un passionnant voyage dans le patrimoine «reconnu» de la chanson française (Brassens, Brel, Ferré, Barbara, Nougaro, Gainsbourg, Aznavour, Leclerc, etc.), l'ouvrage propose des articles particulièrement inspirés sur des voix moins souvent répertoriées ou tout simplement nouvelles. Citons, parmi ceux que l'auteur mentionne et approche avec une grande subtilité et un réel pouvoir de conviction : Gérard Manset, Béra Tristan, Mano Solo, Alain Léprest, Chloé Sainte-Marie ou, authentifiée jeune future classique, la très prometteuse Jeanne Cherhal.



Mano Solo, l'écorché vif.

L'ouvrage affirme enfin sa particularité par la remarquable façon dont il déplie une chanson, par la manière savante, accessible et convaincante dont il en révèle la facture, les secrets, la face cachée et les envoûtements. On citera, pour références, la très fine analyse de l'univers écrit et musical de Manset, la présentation du phénomène Allain Leprest et du superbe ovni Béa Tristan ou l'épatante lecture de *La Javanaise* de Serge Gainsbourg. Enfin nous sont offerts les moyens de la perception fine et rigoureuse de l'art spécifique de la chanson. Un excellent ouvrage.

DENYS-LOUIS COLAUX

Stéphane Hirschi, *Chanson : l'art de fixer l'air du temps*, Les Belles Lettres, Presses Universitaires de Valenciennes, 2008.

Le Silence des communistes

Ils étaient des millions dans le monde entier, et aussi en Italie, les hommes et les femmes qui se disaient communistes : permanents, militants, électeurs, sympathisants.

En Italie, il y a encore peu de temps, plus d'un tiers des citoyens se disaient tels. Maintenant, ils sont en majeure partie silencieux, leur passé est effacé de la mémoire. Peu à peu disparaissent les témoins d'une expérience, celle des communistes italiens, qui fut sans aucun doute originale. Et avec elle s'obscurcit un pan de notre histoire.

Ainsi débute la lettre que Vittorio Foa, sénateur proche en son temps du PCI, envoya en 2002 à deux élus du PDS (soit, notons-le, trois personnes dont aucune ne revendique actuellement l'étiquette communiste). Le metteur en scène français, Jean-Pierre Vincent, a eu l'idée de confier aux voix de Patrizia Bert, Christian Crahay et François Sikivie cette correspondance. Le spectacle a été présenté en France, à Namur, Liège et Bruxelles. Pour ceux qui auraient raté le spectacle, reste le texte publié aux éditions de L'Arche.

Souvenez-vous ! Il y avait en Europe, deux grands partis communistes : en France et en Italie. Le PCF se présentait comme l'héritier de 1789 avec une couleur laïque éclatante. Par contre, le PCI traînait à ses côtés comme un frère siamois l'église catholique. Les personnages populaires de Don Camillo et Peppone, à la fois amis et ennemis pour le meilleur et pour le pire, présentaient indiscutablement l'image de la vie politique italienne dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Après un demi-siècle d'affrontements, un compromis historique PCI-DC aurait dû être réalisé si Aldo Moro n'avait été assassiné. À la place, Occhetto, le dernier président du PCI, proposa et obtint l'accord de 2/3 des militants pour abandonner toute

référence au communisme et prendre le nom de PDS. Mais le changement ne concerna pas uniquement le nom du Parti. On avait l'habitude d'entendre les « anciens » communistes analyser et critiquer les événements. Maintenant, tandis que Berlusconi vociférait, c'était le silence à gauche.

La première destinataire de la lettre, Miriam Maffai, journaliste au quotidien de gauche *Repubblica*, a commencé sa vie militante pendant les années d'après-guerre dans ce sud de l'Italie encore sous-développé, en organisant des luttes paysannes contre les grands propriétaires fonciers. Elle est actuellement députée du PDS et a conservé des rapports personnels avec les vieux militants.



Non, elle n'a jamais eu réellement l'intention de « faire la Révolution ». En participant aux luttes paysannes dans le Sud, elle a surtout aidé ces paysans à sortir de la misère. Ça aurait pu être la tâche des missionnaires catholiques. La preuve : dès qu'ils sont sortis de la misère, ils ont voté pour la DC. Visiblement, les paysans pauvres voyaient le PCI uniquement comme instrument de leur progression sociale.

Quant au silence, les vieux militants attendent toujours que les dirigeants leur rendent des comptes. Les cadres se sont tus pour respecter la discipline de parti et « oublier » des événements politiques gênants, en particulier ceux qui concernaient l'URSS. L'important se passait sur le terrain, en Italie, une réalité qu'on étudiait pour préparer les actions futures. Elle rappelle l'image publique de ces communistes éternels étudiants.



Le deuxième destinataire de la lettre, Alfredo Reichlin, fut le jeune directeur de *l'Unità* au sortir de la guerre, et ensuite coordinateur du secrétariat central à l'époque de Togliatti. Il a aussi connu ces luttes dans le Sud, ce coude à coude avec les masses (comme on disait alors). *« Comment un parti qui s'était assigné un but révolutionnaire qu'il ne fut jamais en mesure d'atteindre, devint néanmoins un protagoniste de l'Histoire nationale. En incarnant, avec un consensus croissant, l'opposition de larges masses à un État et à des classes dirigeantes dont elles se sentaient étrangères et, en fin de compte, ennemies. Pensons au fascisme. C'est face à cet État-là que les communistes furent perçus comme la seule force capable de changer les choses ».*

Comme le disait Mao Tsé Toung : *« Le parti est dans le peuple comme un poisson dans l'eau »*. Cette union supposait un dialogue constant, un échange de propositions mais, bien évidemment, pas sur un pied d'égalité. Évoquant une manifestation de masse à Matera, Alfredo raconte comment un peuple reconnaît son chef, et le suit. Toujours cette vision mystique de l'action politique qu'il décrit, montrant le lien qui doit souder tous les niveaux, du parti à l'URSS. Un lien qui n'a jamais été imposé au communiste, mais un engagement qui constitue son identité politique, qui le distingue des militants politiques des autres partis.

Mais, au bout, Alfredo constate l'échec : *« D'un côté, nous avons développé une œuvre grandiose, concrètement réformiste, de croissance sociale, d'éducation et d'organisation de*

grandes masses, en orientant leurs énergies vers des objectifs de progrès. Mais de l'autre côté, à cause de notre lien avec l'URSS, nous avons porté la responsabilité principale d'un système politique bloqué qui rendait impossible toute tentative de gouvernement, et donc le dépassement de la fragilité profonde de la démocratie italienne».

Quel rôle futur pour la Gauche, leur demande Vittorio ?

Faut-il, comme Miriam, se résigner à «choisir entre un monde des possibles et un monde de l'échec»? «Les réformistes se sont employés à "civiliser" le capitalisme, alors que ceux qui voulaient le renverser ont été vaincus par l'Histoire. Ainsi, aujourd'hui, notre tâche au niveau mondial est de guider, corriger, civiliser la globalisation (de l'économie), une tâche énorme à l'égard de ces hommes qui vivent encore en marge de la société civile».

Alfredo est plus lucide. Pouvoir et puissance ont changé de main: les marchands gouvernent, les techniciens administrent et les politiques... passent

à la télévision. «Le présent dans lequel nous sommes immergés représente un changement très profond [...] de toutes les formes (l'État-nation, les classes, l'industrialisme) [...] sur la base desquelles la Gauche a élaboré son identité historique et organisé ses luttes [...] La politique n'est plus le lieu où se prennent les grandes décisions. Les vrais choix sont entre les mains d'un pouvoir supranational dont les instruments sont globaux et se nomment contrôle des technologies, production des informations et des connaissances».

Si tous posent toujours les bonnes questions, pour les réponses nous retrouvons malheureusement dans les réponses de Vittorio et de Miriam toutes les illusions de 1968 dont, visiblement, ils négligent de tirer les leçons, entrant ainsi par la grande porte dans ce fameux poulailler libre accueillis par l'inévitable renard libre.

Alberto, à défaut de réponse, pose la bonne question en guise de mot de la fin: «Ne devrions-nous pas nous demander comment il se fait que quand nous voyons la religion coloniser tous



les autres champs de la vie humaine, nous la nommons théocratie, que quand nous voyons la politique coloniser tous les autres champs de la vie humaine, nous la nommons absolutisme, et que quand nous voyons l'argent coloniser tous les autres champs de la vie humaine, nous le nommons liberté?».

ROBERT WAELES

Vient de sortir de presse, un nouveau numéro de la revue «Alternatives Sud»

État des résistances dans le Sud - 2009 Face à la crise alimentaire

Points de vue du Sud

Éditions Syllepse - Centre tricontinental
Volume XV (2008), n°4

Port-au-Prince, Le Caire, Dakar, Mogadiscio, Kuala Lumpur, Manille,... pour nombre de capitales du Sud, l'année 2008 aura été celle des «émeutes de la faim». Traditionnellement sourds aux appels de la rue, les gouvernements des pays concernés ont cette fois réagi au quart de tour, conscients que cette colère populaire là, celle des «ventres creux», constituait une menace sans égal pour leur stabilité. Les réflexes répressifs ont donc été accompagnés d'une batterie de mesures d'urgence visant à contenir les prix (vente d'aliments subsidiés, réduction des taxes à l'importation, limitation des exportations, etc.).

Expression spectaculaire des tensions sociales et politiques qui agitent l'univers urbain, les «émeutes de la faim» n'épuisent cependant pas la diversité des réactions des populations concernées. Dans de nombreux pays,

le mécontentement a tant bien que mal été canalisé dans des manifestations «contre la vie chère» par les acteurs syndicaux ou les forces de l'opposition, avec l'espoir – au-delà de l'urgence humanitaire – d'arracher des changements démocratiques et sociaux à des élites prises en défaut par l'ampleur de la crise.

Plus fondamentalement, ces protestations sont l'ultime soubresaut d'une tendance lourde: la marginalisation des agricultures vivrières au profit des monocultures d'exportation et la dépendance accrue des pays pauvres vis-à-vis des marchés internationaux qui en découle. Les organisations paysannes sauront-elles s'appuyer sur la prise de conscience, partagée par un nombre croissant de décideurs nationaux, des dangers de la libéralisation agricole pour faire avancer le principe de la souveraineté alimentaire?

Pour plus d'informations, consulter le site www.cetri.be

Appel de Stuttgart

NON À LA GUERRE NON À L'OTAN

À l'occasion du soixantième anniversaire de l'OTAN, nous vous appelons à venir manifester à Strasbourg et à Kehl en avril 2009 contre les politiques militaires et nucléaires agressives de l'OTAN et affirmer l'exigence qu'un monde juste et sans guerre est possible.

L'OTAN est un obstacle croissant à la réalisation de la paix mondiale. Depuis la fin de la guerre froide, l'OTAN a tenté de se redéfinir comme outil militaire aux mains de la «communauté internationale», promouvant la soi-disant «guerre contre le terrorisme». En réalité, c'est un instrument militaire dirigé par les États-Unis qui dispose de bases militaires sur tous les continents, outrepassa les Nations Unies et les règles du Droit international, encourage la militarisation et l'escalade des dépenses militaires – les pays de l'OTAN cumulent 75 % des dépenses militaires mondiales. En poursuivant depuis 1991 son projet d'expansion au service de ses intérêts stratégiques et du contrôle des ressources, l'OTAN a engagé une guerre dans les Balkans sous la dénomination fallacieuse de «guerre

humanitaire» et mène depuis 7 ans une guerre brutale en Afghanistan, où la situation empire de façon tragique, s'étendant désormais au Pakistan.

En Europe, l'OTAN aggrave les tensions, alimente la course aux armements avec le prétendu «bouclier» antimissile, un arsenal nucléaire gigantesque et sa doctrine de «première frappe nucléaire». La politique de l'Union Européenne est de plus en plus liée à l'OTAN. L'expansion actuelle et potentielle de l'OTAN en Europe de l'Est et au-delà, ainsi que ses opérations «hors zone» font courir un danger à la paix mondiale. Le conflit du Caucase en est un exemple clair. Toute progression de l'implantation de l'OTAN augmente les risques de guerre, y compris le danger du recours aux armes nucléaires.

Afin de réaliser notre dessein d'un monde pacifique, nous nous opposons à toutes réponses militaires aux crises mondiales et régionales, elles constituent une partie du problème et en aucun cas une solution. Nous refusons de vivre dans la crainte du recours à l'arme nucléaire et nous rejetons toute nouvelle course aux armements. Nous devons diminuer les dépenses militaires et utiliser ces ressources pour faire face aux besoins vitaux de l'humanité. Toutes les bases militaires étrangères au pays où elles sont implantées doivent être fermées. Nous nous opposons à toute implantation militaire utilisée pour faire la guerre. Nous voulons démocratiser et démilitariser les relations entre les peuples et établir de nouvelles formes de coopérations pacifiques afin de construire un monde plus sûr et plus juste.

Nous faisons appel à vous pour diffuser ce message et inviter chacun à venir à Strasbourg et à Kehl afin de transformer cette vision en réalité.

NOUS PENSONS QU'UN MONDE DE PAIX EST POSSIBLE !

Sommaire

L'invité du mois

Guy Spitaels: «Arrivé à l'estuaire où on est tenté de regarder les choses avec distance...»

Propos recueillis par
Pablo RODRIGUEZ, pp. 2 et 3

Social

Et si la crise actuelle était l'occasion d'en finir avec la retraite par capitalisation?

Pierre EYBEN, pp. 4 et 5

Vie du Parti

Robert Tangre:

«Offrir une journée de détente aux enfants de milieux défavorisés», pp. 6 et 17

Opinion

Prague 68:

Un colloque et quelques silences

Pablo RODRIGUEZ, p. 7

Chroniques du monde tel qu'il va

Louis Michel, le Hamas, le sens des mots
Il y a 90 ans, Rosa et Karl

Pablo RODRIGUEZ, p. 8

Chronique des libertés

Abattre les murs dans nos têtes
pour défendre Gaza

Babar KIMYONGÜR, p. 9

International

Ne laissons pas mourir Gaza!

Maurice MAGIS, pp. 10 et 11

¡50 años de Revolución cubana!

Armando GARCIA, pp. 12 et 14

Cuba: Après l'année des
ouragans dévastateurs

Luigi RAONE, pp. 13 et 14

Racines

Les Michiels: Une famille de résistants,
une famille de communistes!

Sandro BAGUET, pp. 15 et 16

Mémoire

Susa Nudelhole, journaliste et militant

Rosine LEWIN, p. 16

Lecture

Chanson, de Béranger à Mano Solo

Denys-Louis COLAUX, p. 17

Théâtre

Le Silence des communistes

Robert WAELES, pp. 18 et 19

Où trouver le DR ?

Arlon: Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.

Bruxelles: •Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles

•Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles •Filigrane, 38

avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Press Shop Place de Brouckère •

Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles. **Gand:**

De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand.

La Louvière: Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La

Louvière. **Liège:** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue

Pierreuse, 4000 Liège. **Mons:** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000

Mons. **Namur:** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000

Namur. **Tournai:** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis,

7500 Tournai.



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable: Claude Coussement

Adresse: 4, rue Rouppe
1000 Bruxelles

Tél.: 0477 202 953
0478 822 084

Adresse électronique: dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros: 15€

- à l'étranger: 23€

Abonnement de soutien: 25 et 50€

Chômeurs, étudiants: 8€

Banque ING: 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur
le bulletin de virement en communication. Merci!